

19 mars 2021

(21-2328)

Page: 1/3

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

**RÉSUMÉ DU SÉMINAIRE DE NOVEMBRE
"PERSPECTIVES DES AGRICULTEURS CONCERNANT LES PROBLÈMES SPS
LIÉS À LA PRODUCTION ET AU COMMERCE DURABLES DES
PRODUITS ALIMENTAIRES"**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, LA COLOMBIE, LE COSTA RICA, L'ÉQUATEUR,
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LE GUATEMALA ET LE PARAGUAY

Le document ci-après, reçu le 18 mars 2021, est distribué à la demande des délégations du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis d'Amérique, du Guatemala et du Paraguay.

1. Le 2 novembre 2020, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala et le Paraguay ont organisé un séminaire en ligne intitulé "Perspectives des agriculteurs concernant les problèmes SPS liés à la production et au commerce durables des produits alimentaires" dans le cadre de la semaine du Comité SPS.

2. Faisant fond sur les préoccupations exprimées par de nombreux Membres de l'OMC concernant des questions SPS, le séminaire visait à fournir un cadre afin de discuter des problèmes SPS réels auxquels les agriculteurs du monde entier devaient faire face pour produire et commercialiser des produits alimentaires de manière sûre et durable. Les intervenants ont abordé un large éventail de questions, y compris la sécurité alimentaire, le changement climatique, la COVID-19, l'évolution des limites maximales de résidus (LMR), la production et le commerce durables des produits alimentaires, les preuves scientifiques, la communication sur les risques auprès de la société civile pour gagner la confiance des consommateurs, le rôle du Codex dans le commerce international, les difficultés des petits agriculteurs et des responsables politiques, et les mesures qui peuvent être prises pour surmonter ces difficultés. Diverses perspectives ont été présentées par la FAO, les gouvernements, les agriculteurs et les exportateurs.

3. Un groupe hétérogène d'agriculteurs représentant des continents, des climats, des systèmes de culture, des méthodes de production, des circuits de commercialisation et des marchés d'exportation différents ont parlé de leurs exploitations et de leurs entreprises, de leurs difficultés en matière SPS et des outils réglementaires et technologiques dont ils disposaient.

4. Les intervenants ont identifié les problèmes suivants concernant l'agriculture et les producteurs agricoles:

- a) croissance et évolution démographiques;
- b) conséquences inégales du changement climatique;
- c) incidence de l'évolution des pressions dues aux parasites et aux maladies dans différentes régions et différents climats;
- d) difficultés liées aux LMR, y compris les décisions concernant l'approbation et le renouvellement des substances actives qui ne sont pas fondées sur des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes;
- e) coût de la mise en conformité et non-respect des LMR, coût de l'enregistrement pour les cultures mineures, fixation par défaut des LMR à la limite de quantification et incidence de ces politiques sur les producteurs;

- f) périodes de transition insuffisantes pour s'adapter à l'évolution des réglementations, difficultés qu'ont les producteurs à suivre les diverses prescriptions en matière de LMR sur les différents marchés et l'évolution de ces prescriptions, établissement de prescriptions nouvelles et plus strictes et absence de solutions pour s'adapter à ces nouvelles réglementations;
- g) baisse de la rentabilité due aux coûts liés à l'allègement des contraintes réglementaires;
- h) accessibilité des outils permettant de lutter contre les parasites et les maladies et de surmonter les difficultés liées à la production; et
- i) fausses informations concernant l'agriculture et la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

5. Les intervenants ont également identifié les possibilités ci-après pour l'agriculture et les producteurs agricoles:

- a) promotion d'une approche mondiale synchronisée des LMR par l'harmonisation des normes, qui devrait se fonder sur la science, l'évaluation des risques et les normes internationales;
- b) utilisation appropriée des produits phytosanitaires, associée à l'innovation et à aux biotechnologies modernes;
- c) promotion de la numérisation, des nouvelles technologies et de l'innovation, qui peuvent offrir de nouvelles possibilités dans le domaine du commerce et de l'agriculture de production;
- d) établissement de partenariats avec le secteur privé et valorisation de la collaboration pour résoudre les problèmes;
- e) meilleure communication avec les consommateurs afin de renforcer la confiance dans les preuves scientifiques et de réfuter les fausses informations et dissiper les malentendus concernant les produits alimentaires et l'agriculture; et
- f) mise en valeur des normes internationales et des organismes internationaux de normalisation (OIN), en particulier le Codex Alimentarius pour les normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires, et de l'importance de l'harmonisation avec ces normes pour faciliter les échanges commerciaux.

6. Les intervenants ont fait observer que les gouvernements avaient la responsabilité, à l'égard des consommateurs comme des agriculteurs, de trouver le juste équilibre entre les objectifs en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et les exigences nécessaires à une production agricole sûre et rentable. Les conditions climatiques dans différentes régions du monde exigent des stratégies différentes en matière de gestion des parasites et d'adaptation.

7. Les intervenants ont souligné l'intérêt qu'il y avait à informer le public des conséquences des choix politiques et ont signalé qu'une plus grande participation des scientifiques et des producteurs aux processus décisionnels pourrait être essentielle pour trouver des solutions aux difficultés rencontrées par les producteurs dans le monde entier. Selon les intervenants, une approche collaborative et inclusive qui tienne compte de la situation de chaque Membre sera nécessaire.

8. Les intervenants ont fait part aux participants de quelques réflexions finales. Lorsque les mesures ne sont pas fondées sur des données scientifiques, la confiance des consommateurs diminue et la confusion concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires augmente. Il est nécessaire de mieux communiquer sur les risques auprès des consommateurs et d'utiliser les travaux des OIN, comme la Commission du Codex Alimentarius, pour élaborer les normes. Les intervenants ont appelé les participants au séminaire et les délégués SPS à maintenir leur engagement, à continuer leurs travaux constructifs et à poursuivre le dialogue afin de trouver une voie à suivre convenable pour l'ensemble des agriculteurs et des consommateurs et pour la planète. Plusieurs d'entre eux ont mentionné l'importance des travaux menés dans le cadre du Comité SPS, du Groupe de travail sur les procédures d'homologation et de la déclaration et du programme de travail relatifs à la douzième Conférence ministérielle.

9. Le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala et le Paraguay invitent tous les Membres à participer de manière significative et collaborative à l'examen de ces questions urgentes dans le cadre de l'OMC, en particulier au sein du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires.

10. L'enregistrement du séminaire est disponible en ligne en anglais, en espagnol et en français à l'adresse suivante: <https://www.youtube.com/channel/UChr4LpCLzLVlp6PKOLPIR7w>.

11. Le rapport sur l'impact économique mondial de l'absence ou du niveau faible des limites maximales de résidus de pesticides, qui a été présenté lors du séminaire, ainsi que d'autres renseignements fournis à cette occasion sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: <https://geneva.usmission.gov/2020/11/12/farmers-perspectives-on-sps-challenges-for-sustainable-food-production-and-trade/>.
